

ASSOCIATION INAE

102 avenue de Canéjan

33600 PESSAC

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2023**

E-mail : cac@bsf.fr

35 rue Jean Descas / CS 42070 / 33088 Bordeaux cedex / Tél.: 05 57 59 02 02

BSF Audit / SAS de Commissariat aux Comptes au capital de 300 000 € - membre de la Compagnie Régionale de Commissaires aux Comptes Grande Aquitaine
RCS Bordeaux / N° SIRET 533 372 603 00035 / Code NAF 6920Z / N° de TVA Intracommunautaire FR 01533372603

www.groupe-bsf.fr

ASSOCIATION INAE

102 avenue de Canéjan

33600 PESSAC

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux adhérents de l'association INAE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INAE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne le rattachement des produits à l'exercice en considération des conventions conclues avec les financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bordeaux,
le 13 mai 2024

Le commissaire aux comptes

BSF AUDIT



Franck CHANQUOY

État préparatoire au Bilan Actif

État exprimé en €

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023			Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations Incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	18 294,00		18 294,00	18 294,00
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles		15 335,67	-15 335,67	-12 915,07
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations Corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	56 733,86	43 160,41	13 573,45	8 404,01
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
	Immobilisations Financières				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	1 915,00		1 915,00	1 915,00
	Prêts				
	Autres	2 800,00		2 800,00	2 600,00
	TOTAL (I)	79 742,86	58 496,08	21 246,78	18 297,94
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours				
	Stocks et en-cours				
	Créances				
	Créances cdt., adhr., usagers et cpt. rattachés	161 498,51		161 498,51	100 073,53
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	581 131,66		581 131,66	154 968,28
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	458 770,54		458 770,54	324 014,68
	Charges constatées d'avance	3 930,23		3 930,23	2 934,01
	TOTAL (II)	1 205 330,94		1 205 330,94	581 990,50
COMPTES RÉGUL.	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Écarts de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V)	1 285 073,80	58 496,08	1 226 577,72	600 288,44

Documents soumis
au contrôle du
commissaire aux comptes

État préparatoire au Bilan Passif

État exprimé en €

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
Fonds Propres	Fonds propres		
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	63 432,29	63 432,29
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds statutaires	7 500,00	7 500,00
	Fonds propres complémentaires	60 000,00	36 000,00
	Écart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
Fonds Propres	Réserves pour projet de l'entité	81 331,00	81 331,00
	Autres		
	Report à nouveau	-4 463,04	-1 297,17
	Excédent ou déficit de l'exercice	39 952,33	-3 165,87
	Situation nette (sous total)	247 752,58	183 800,25
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	TOTAL (I)	247 752,58	183 800,25
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Provisions			
	Provisions pour risques	50 861,31	50 861,31
	Provisions pour charges	36 177,00	37 450,00
Dettes			
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	74 617,84	60 363,39
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	63 894,91	110 313,10
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	107 699,01	98 487,62
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Dettes	Autres dettes	21 722,54	38 760,24
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	623 852,53	20 252,53
	TOTAL (IV)	891 786,83	328 176,88
Écarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)		1 226 577,72	600 288,44

Documents soumis
au contrôle du
commissaire aux comptes

Compte de résultat

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
Produits d'exploitation			
Produits d'exploitation	Cotisations	126 709,00	127 245,75
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	251 349,18	227 811,94
	dont parrainages		
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	859 500,00	767 888,35
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	10 800,00	10 800,00
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contribution financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	19 922,41	19 475,10
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	23,05	12,74
TOTAL (I)		1 268 303,64	1 153 233,88
Charges d'exploitation			
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	364 744,75	352 360,45
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	32 634,00	39 897,78
	Salaires et traitements	596 451,37	549 047,93
	Charges sociales	223 727,83	197 025,37
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	11 171,47	11 693,09
	Dotations aux provisions		5 861,31
	Report en fonds dédiés		
	Autres charges	12,34	24,56
	TOTAL (II)	1 228 741,76	1 155 910,49
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)		39 561,88	-2 676,61
Produits financiers			
Produits financiers	Participations		
	Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 703,12	402,10
	Reprises sur provisions et transferts de charges		

Documents soumis
au contrôle du
commissaire aux comptes

Produit	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement		
	TOTAL (III)	1 703,12	402,10
Charges financières			
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	1 312,67	891,36
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements		
	TOTAL (IV)	1 312,67	891,36
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		390,45	-489,26
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		39 952,33	-3 165,87
Produits excep.			
Produits excep.	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL (V)	0,00	0,00
Charges exceptionnelles			
Ch. exceptionnelles	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Participation des salariés aux résultats (IV)		
	Impôts sur les bénéfices (V)		
	TOTAL (VI)	0,00	0,00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		0,00	0,00
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Total des produits (I + III + V)		1 270 006,76	1 153 635,98
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 230 054,43	1 156 801,85
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT		39 952,33	-3 165,87

Évaluation des contributions volontaires en nature

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
Ressources	<u>Contribution volontaires en nature</u>		
	Dons en nature		
	Prestations en nature	5 805,27	5 332,88
	Bénévolat	12 138,00	10 967,00
	Total des ressources	17 943,27	16 299,88
Emplois	<u>Charges des contributions volontaires en nature</u>		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens	5 805,27	5 332,88
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole	12 138,00	10 967,00
	Total des emplois	17 943,27	16 299,88

Documents soumis
au contrôle du
commissaire aux comptes

ANNEXES

PREAMBULE

La structure a été créée le 21 octobre 2016, l'exercice clos le 31/12/2023 à une durée de 12 mois.
Il constitue le septième exercice comptable de l'Association INAÉ.

INAÉ est née de la fusion de 3 associations à savoir GARIE, IRIS et URSIE.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 285 073,80€ €.
L'exercice fait apparaître un bénéfice de 39 952, 33€.

FAIT MARQUANT

L'année 2023 a été marquée par plusieurs faits majeurs :

(1) Déploiement du projet PÉPITES à partir de 2023 pour une période de 3 ans. Ce projet porte sur un investissement global de 1 023 k€. Reviendra à l'association INAÉ un montant global de 458 k€ de subventions

(2) le recrutement de 3 nouvelles collaboratrices (2,5 EP) affectées sur le projet PÉPITES

(3) Un travail interne engagé sur l'organisation des sites INAÉ, la fin de l'accompagnement RH permettant de redéfinir le règlement intérieur, les délégations et attendus des DR / DRA et la mise en conformité des fiches de missions de l'ensemble des salariés et un accompagnement sur l'intelligence collective et le mode d'organisation interne entre les missions et les sites de manière plus transversale,

(4) Un turn over important avec le départ de 8 collaborateurs et leurs remplacements en 2023 et début 2024

(5) La poursuite d'une offre de service en distanciel avec les Rdv INAÉ permettant d'accompagner sur de nombreuses thématiques les adhérents INAÉ et une offre de services d'accompagnement en proximité ainsi qu'un catalogue de formation étoffé avec un déploiement plus territorialisé,

◆ L'effectif du personnel INAÉ à la clôture de l'exercice en équivalent temps plein est de 18 salariés,

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général et du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018, reformant le règlement CRC 99-01, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

◆ Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

◆ Amortissements

Les amortissements pour dépréciations sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie.
La durée d'amortissement retenue par simplification correspond à la durée d'usage pour les biens à l'origine.

◆ Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition ou d'apport.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

◆ Créances

Les Créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

◆ Les produits et charges exceptionnels

Documents soumis
au contrôle du
commissaire aux comptes

Les produits et les charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

- ◆ Concernant la comptabilisation des cotisations, le fait générateur correspond à l'appel des cotisations
- ◆ Les honoraires du commissaire aux comptes se sont élevés à la somme de 8 000€ TTC au titre de sa mission de contrôle légal des comptes.

Les états financiers d'INAÉ 2023 en tiennent compte

◆ L'association a pour but, sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine, de promouvoir l'insertion par le travail et d'accompagner l'ensemble des Structures d'insertion par l'Activité Economique (SIAE) notamment en:

- permettant leur représentation auprès des pouvoirs publics,
- favorisant la reconnaissance des structures d'insertion par l'activité économique existantes et la valorisation des initiatives,
- mettant en œuvre à tous les niveaux le développement d'actions inter-réseaux et inter structures,
- organisant des actions de formation, d'information et d'évaluation pour les porteurs de projet, les professionnels, les personnes en insertion, les bénévoles et les partenaires,
- accompagnant le développement de l'IAE en concertation et en co-construction avec l'ensemble des acteurs et partenaires,
- apportant aide et appui à la création de tout nouveau projet et toute nouvelle structure,
- contribuant à l'émergence d'innovations sociales sur les territoires

L'association pourra également mener d'autres actions orientées vers les mêmes buts et destinées à servir ses objectifs.

Documents soumis
au contrôle du
commissaire aux comptes

ANNEXES

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

ACTIF IMMOBILISÉ

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans le tableaux ci-dessous :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	18 294 €	- €	- €	18 294 €
Immobilisations corporelles	47 938 €	13 920 €	5 124 €	56 734 €
TOTAL	66 232 €	13 920 €	5 124 €	75 028 €

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	12 916 €	2 421 €		15 337 €
Immobilisations corporelles	39 534 €	8 751 €	5 124 €	43 160 €
TOTAL	52 450 €	11 171 €	5 124 €	58 497 €

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Logiciels - Site Internet	18 294 €	15 336 €	2 958 €	1 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	55 268 €	41 694 €	13 573 €	3 ans
Mobilier	1 466 €	1 466 €	- €	5 à 10 ans
Immos en cours	- €	- €	- €	
Immos Financières	4 715 €		4 715 €	
TOTAL	79 743 €	58 496 €	21 247 €	

Immobilisation financières	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Parts sociales Les ateliers du Bocage	1 000 €	- €	- €	1 000 €
	- €			- €
	- €			- €
Autres	3 715 €	- €		3 715 €
	- €			- €
TOTAL	4 715 €	- €	- €	4 715 €

ETAT DES CREANCES

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Clients douteux ou litigieux	- €		- €
Autres créances clients	161 499 €	161 499 €	
Personnel et comptes rattachés	1 282 €	1 282 €	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	- €		
Fournisseurs, avances sur commandes	85 €	85 €	
Autres impôts taxes et versements assimilés			
Subventions et autres	565 500 €	565 500 €	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	14 264 €	14 264 €	
Charges constatées d'avance	3 930 €	3 930 €	
TOTAL	746 560 €	746 560 €	- €

PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION

Amortissement et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stock et en-cours				- €
Compte de tiers	- €		- €	- €
TOTAL	- €	- €	- €	- €

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges d'exploitation dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Montant 2023

3 930 €

Documents soumis
au contrôle du
commissaire aux comptes

ANNEXES

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

FONDS ASSOCIATIFS

FONDS ASSOCIATIFS	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Apport avec droit de reprise GARIE	30 000 €	- €	- €	30 000 €
Apport avec droit de reprise IRIS	7 500 €	- €	- €	7 500 €
Apport avec droit de reprise AQUITAINE ACTIVE	6 000 €	30 000 €	6 000 €	30 000 €
Apport sans droit de reprise	63 432 €	- €	- €	63 432 €
Réserve	81 331 €	- €	- €	81 331 €
Report à nouveau solde débiteur	- €	- €	- €	- €
Report à nouveau solde créditeur	51 420 €		3 166 €	48 254 €
Report à nouveau débiteur - Engagements Retraites	- 52 717 €	- €	- €	- 52 717 €
Résultats de l'exercice	- 3 166 €	39 952 €	- 3 166 €	39 952 €
TOTAL	183 800 €	69 952 €	6 000 €	247 752 €

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Amortissement et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Engagements retraites	37 450 €		1 273 €	36 177 €
Provision pour risques et charges	50 861 €	- €	- €	50 861 €
		- €		- €
TOTAL	88 311 €	- €	1 273 €	87 038 €

FONDS DÉDIÉS SUR SUBVENTIONS AFFECTÉES

Situations	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice (7894)	engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Ressources					
NEANT		- €	- €	- €	- €
		- €	- €	- €	- €
TOTAL	- €	- €	- €	- €	- €

ETAT DES DETTES

ETAT DES DETTES	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédits	40 000 €	7 344 €	32 656 €	
PGE	34 618 €	12 508 €	22 110 €	
Fournisseurs	63 895 €	63 895 €		
Dettes fiscales et sociales	107 699 €	107 699 €		
Dettes sur immobilisations	- €	- €		
Autres dettes	21 723 €	21 723 €		
Produits constatés d'avance	623 853 €	423 053 €	200 800 €	
TOTAL	891 787 €	636 221 €	255 566 €	- €

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Les produits constatés d'avance ne sont composés que des produits d'exploitation dont la répercussion sur le résultat est reporté à un exercice ultérieur.

Montant 2023

623 853 €

Documents soumis
au contrôle du
commissaire aux comptes

ANNEXES

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

SUIVI DES SUBVENTIONS

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	2023
DREETS - France	350 500 €
DREETS CHARENTE - FORUM DE LA CHARENTE	3 000 €
Conseil régional Nouvelle Aquitaine - France	345 000 €
Conseils départementaux - CD33	50 000 €
Conseils départementaux - CD17	7 000 €
Conseils départementaux - CD40	8 000 €
Conseils départementaux - CD16	35 000 €
IFPAI - PEPITTES SANS FSE	34 500 €
IFPAI - DOSSIER PEPITES --FSE	20 500 €
FAS - PROJET PROPULSE	6 000 €
TOTAL SUBVENTIONS	859 500 €

DÉTAIL DES REPRISES SUR FONDS DÉDIÉS

	MONTANT
REPRISES SUR FONDS DÉDIÉS	NEANT
TOTAL	- €

DÉTAIL DES POSTES DE TRANSFERT DE CHARGES

	MONTANT
TRANSFERT DE CHARGES	
79 111 Remboursement Uniformation	16 441 €
79 112 Transfert de Charges - Chantier Ecole	- €
79 115 Transfert de Charges - FAS	- €
79 114 Transfert de Charges - COORACE	- €
TOTAL	16 441 €

ANNEXES

AUTRES INFORMATIONS

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait, indirectement, à donner une rémunération individuelle.

ENGAGEMENTS RETRAITES

Compte tenu du personnel présent au 31 décembre 2023, les engagements de l'association en matière d'indemnités de fin de carrière ont été évalués selon une méthode lissant les engagements jusqu'à la date de départ du salarié (ancienneté acquise fin N / ancienneté totale au moment du départ en retraite).

L'évaluation est basée sur :

- un départ moyen à 65 ans (sauf date de départ effective connue),
- un calcul sans projection salariale
- un taux de charges patronales moyen de 46 %,
- un taux d'actualisation de 2%

Ils s'élèvent à 36 177 €, l'impact sur le compte de résultat correspond à la variation entre les exercices 2022 et 2023 soit - 1 273€.

FRAIS DE DÉPLACEMENTS

Les frais de déplacements des salariés et des administrateurs sont remboursés sur les justificatifs.

Les frais kilométriques sont calculés selon le barème fiscal pour les salariés et selon le barème INAÉ pour les administrateurs.

Une partie de ces frais fait l'objet d'une refacturation aux organismes partenaires.

Documents soumis
au contrôle du
commissaire aux comptes

ANNEXES

AUTRES INFORMATIONS

ENGAGEMENTS DONNÉS

CREDIT COOPERARTIF

Détails des emprunts

◆ Prêt n° 171172C

Montant global	40 000,00 €
Echéance Mensuelle	861,61 €
Durée Totale du crédit	60 mois
Capital restant dû	40 000,00 €
IGNE	242,67 €
Garantie : caution sté caution (convention) pour un montant de 20 000€ (50%) de ASSOCIATION France ACTIVE	

◆ Prêt Garantie part l'Etat (PGE)

Montant global	50 000,00 €
Echéance Mensuelle	1 077,47 €
Durée Totale du crédit	72 mois
Capital restant dû	34 617,84 €
IGNE	13,59 €
Garantie : REPUBLIQUE FRANCAISE pour un montant de 31 156,05€ (90%)	

Cautions bancaires et avals :

◆ CAR LEASE LLD

Encours:	2 465,59 €
Date d'échéance	02/2024

◆ CAR LEASE LLD

Encours:	5 994,56 €
Date d'échéance	01/2026

◆ CAR LEASE LLD

Encours:	6 416,64 €
Date d'échéance	07/2026

◆ CAR LEASE LLD

Encours:	6 387,55 €
Date d'échéance	07/2026

CAISSE D'EPARGNE

Cautions bancaires et avals :

RAS

Documents soumis
au contrôle du
commissaire aux comptes

ANNEXES

AUTRES INFORMATIONS

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

MISE A DISPOSITION

La valorisation des locaux de PESSAC mise à la disposition d'INAÉ par la RÉGION NOUVELLE AQUITAINE

Au 1er étage de l'immeuble, quatre bureaux (B107, B110, B112 et B114), une réserve et une archive représentant une superficie totale de 74,35 m²

soit 5 805,27

Cette contribution est enregistrée en comptabilité dans la classe 8 et apparait en pied du compte de résultat

BENEVOLAT

Le compte de résultat intègre les contributions volontaires en nature suivante :

Participation de bénévoles au titre des différentes manifestations organisées par l'association,

soit 12 138€

Cette contribution est évaluée en fonction du nombre d'heures consacrées à ces tâches (environ 423,5 heures) lesquelles sont valorisées au coût d'un salaire de coefficient de 430 de la CCNT de l'animation.

Elles représentent pour 2023, un total de 389 heures

- commissions thématiques
réunions de commissions 294,50 h cumulées
- Mandats de représentation 129,00 h cumulées

Cette contribution est enregistrée en comptabilité dans la classe et apparait en pied du compte de résultat

Documents soumis
au contrôle du
commissaire aux comptes

ANNEXES

DÉTAIL DES POSTES CONCERNÉS PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

PRODUITS À RECEVOIR

	Montant
Subventions à recevoir (4487)	565 500 €
Divers à recevoir (4687)	14 264 €
Divers à recevoir (4387)	- €
Adhérents facture à établir (418)	- €
TOTAL	579 764 €

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montant
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE (486)	3 930 €
TOTAL	3 930 €

DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

	Montant
Fournisseurs : factures non parvenues (4081)	29 024 €
TOTAL	29 024 €

DETTES FISCALES ET SOCIALES

	Montant
Congés payés (4282)	39 359 €
Charges sociales dettes congés payés (4382)	19 846 €
Adhérents avoir à établir (4198)	- €
TOTAL	59 205 €

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montant
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE (487)	623 853 €
TOTAL	623 853 €

Documents soumis
au contrôle du
commissaire aux comptes

ANNEXES

DÉTAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

		MONTANT
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opération de capital		
777	Subventions investissement	- €
778	Fonds Dédiés Caisse Epargne	- €
Sur opération de gestion		
772	Produits sur exercices antérieurs	- €
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		- €
7876		
TOTAL		- €

DÉTAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES

		MONTANT
Sur opération de gestion		
Sur opération en capital		
		- €
TOTAL		- €

Documents soumis
au contrôle du
commissaire aux comptes

ORGANISMES DE FORMATIONS

RESSOURCES DE L'ORGANISME

Origine des fonds	MONTANT 2022		MONTANT 2023	
	en K€	en %	en K€	en %
1. Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers				
Entreprises	177 773	94%	186 214	87,6%
État		0%		0,0%
Collectivités Locales		0%		0,0%
Etablissements Publics		0%	890	0,4%
Entreprises Via OPCO	10 700	6%	25 390	11,9%
Particuliers		0%		0,0%
Sous-Total I	188 473	100%	212 494	100%
2. Ressources provenant des pouvoirs publics				
Instances Européennes		0%		0%
État		0%		0%
Régions		0%		0%
Autres Collectivités		0%		0%
Territoriales		0%		0%
Sous-Total II	0	0	0	0
3. Autres				
Autres organismes de formation		0%		0%
Autres Ressources		0%		0%
Sous-Total III	0	0	0	0
Total Des Ressources	188 473	100%	212 494	100%

DÉCOMPOSITION DES ACTIONS DE FORMATION PAR FINALITÉ

Finalité des actions	Volumes financiers			
	MONTANT 2022		MONTANT 2023	
	en K€	en %	en K€	en %
Diplômantes (Diplômes nationaux, titres homologués)		0%		0%
Perfectionnement professionnel et qualifiant (Certificats de branches, certificats, entreprise, attestations.)		0%		0%
Insertion sociale	188 473	100%	212 494	100%
Total	188 473	100,00%	212 494	100,00%

CONVENTIONS DE RESSOURCES PUBLIQUES AFFECTÉES

Convention	Montant initial	Suivi exécution		
		Solde au début de l'exercice	utilisation en cours	Solde en fin d'exercice

DÉTAIL DES CONVENTIONS EN TANT QUE MAÎTRE D'ŒUVRE

Intitulé de la formation	Fournisseur	Nombre d'heures sous-traitance	Durée en heures de la formation	Coût total hors taxe
9-58B-Chiffrer et organiser une activité de production	FAS	14	14	2 242 €
Total				2 242 €

DÉTAIL DES CONVENTIONS EN TANT QUE FOURNISSEUR

Intitulé de la formation	Nombre de stagiaires	Nombre d'heures sous-traitées	Montant hors taxe de la sous-traitance
112F-Management individuel et d'équipe : communication relationnelle et émotionnelle	6	21	4 830 €
22G-Optimiser sa communication et sa relation aux autres	6	21	3 840 €
30F-Gestion financière et économique de ma SIAE	7	28	4 000 €
39A-Gérer ma SIAE par l'analyse des coûts	11	21	3 000 €
39B-Gérer ma SIAE par l'analyse des coûts	4	21	3 000 €
302A-Gérer la paie et les cotisations sociales en SIAE	11	14	2 800 €
40M-Accompagnement partagé pour la réussite des parcours	8	21	3 600 €
40O-Accompagnement partagé pour la réussite des parcours	4	21	3 300 €
401C-Aborder l'hygiène corporelle dans la relation d'aide	9	14	2 686 €
401D-Aborder l'hygiène corporelle dans la relation d'aide	12	14	2 574 €
401E-Aborder l'hygiène corporelle dans la relation d'aide	9	14	2 624 €
401F-Aborder l'hygiène corporelle dans la relation d'aide	5	14	2 624 €
403B-Acquérir un regard social en addictologie	8	28	0 €
403C-Acquérir un regard social en addictologie	10	28	0 €
406A-Conduites addictives : Prévenir et gérer les risques professionnels	8	7	0 €
407A-Gérer les situations conflictuelles dans un cadre professionnel	5	14	2 715 €
407B-Gérer les situations conflictuelles dans un cadre professionnel	6	21	3 885 €
408A-Métier rôle et outils des ETPS phase 2 vers une organisation apprenante	7	70	12 000 €
409A-Motiver et valoriser les salariés en parcours : les compétences psychosociales	5	12	2 640 €
410B-Premiers secours en santé mentale	16	14	2 880 €
44D-Renforcer les coopérations	8	21	3 930 €
49G-Adapter sa posture et sa communication dans la relation d'aide	7	21	3 885 €
49H-Adapter sa posture et sa communication dans la relation d'aide	7	21	3 885 €
50P-Allier production, transmission et insertion	8	28	4 800 €
50Q-Allier production, transmission et insertion	10	28	4 800 €
50S-Allier production, transmission et insertion	6	28	4 800 €
51AE-Encadrer et manager une équipe au service des parcours	10	28	4 400 €
51AF-Encadrer et manager une équipe au service des parcours	9	28	5 120 €
51AG-Encadrer et manager une équipe au service des parcours	11	28	5 120 €
51AH-Encadrer, manager une équipe au service des parcours	12	28	5 120 €
51AJ-Encadrer et manager une équipe au service des parcours	10	28	5 120 €
51AK-Encadrer et manager une équipe au service des parcours	9	28	5 120 €
51AM-Encadrer et manager une équipe - INTRA	7	28	5 120 €
63E-Se préparer à la mise en place d'une AFEST	8	14	2 400 €
64D-Construire et s'outiller pour un projet d'AFEST	10	17,5	4 200 €
Total	289	793	130 818 €

Documents soumis
au contrôle du
commissaire aux comptes